



Sous la direction de Isabelle Bourgeois

## Le modèle social allemand en mutation

---

# Préface

René Lasserre

---

Éditeur : CIRAC  
Lieu d'édition : Cergy-Pontoise  
Publication sur OpenEdition Books : 13 décembre 2017  
Collection : Travaux et documents du CIRAC  
ISBN numérique : 978-2-905518-56-9



<https://books.openedition.org>

### Référence numérique

Lasserre, René. « Préface ». *Le modèle social allemand en mutation*, édité par Isabelle Bourgeois, CIRAC, 2005, <https://doi.org/10.4000/books.cirac.702>.

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2024.

Le format PDF est diffusé sous Licence OpenEdition Books sauf mention contraire.

## PRÉFACE

La notion de « modèle social » est ambivalente, *a fortiori* lorsqu'on l'applique à l'Allemagne. Le système social allemand continue de se distinguer par sa cohérence systémique propre, assurée par une congruence singulière entre une philosophie sociale, des orientations directrices et des règles partagées, qui en font incontestablement un modèle institutionnel spécifique. Et simultanément, il a longtemps fait figure d'exemple en Europe par l'équilibre optimal qu'il parvenait à assurer dans la société allemande entre compétitivité économique, bien-être social et solidarité.

Sous l'effet des transformations qui ont affecté les économies européennes au cours du dernier quart de siècle, l'exemplarité des performances du système social allemand s'est pour le moins relativisée, de sorte que le terme « modèle social allemand » nous semble aujourd'hui suffisamment neutre pour désigner globalement le système social de la République fédérale dans ce que sa configuration a de spécifique. Avec la perspective d'analyser, dans cet ouvrage, les changements qui, dans le contexte économique européen et mondial profondément transformé de l'après-guerre froide, affectent ses mécanismes et son fonctionnement et invitent à nous interroger sur sa configuration future.

Depuis une dizaine d'années en effet, le système social allemand est soumis à des contraintes d'adaptation multiples, tant internes qu'externes, qui soumettent l'ensemble de ses composantes à rude épreuve. Les effets conjugués de l'unification et du vieillissement démographique, de même que ceux de l'intégration de l'espace économique européen et de la globalisation des échanges, ont modifié en profondeur les conditions qui présidaient à son fonctionnement. Cela apparaît nettement sur chacun des trois volets retenus que sont la gestion du marché de l'emploi et des qualifications, la régulation des salaires et du temps de travail et l'organisation des différents régimes de protection sociale. Il se dégage de ce diagnostic à plusieurs voix que les enjeux de la régulation se sont modifiés et déplacés, de sorte que les équilibres antérieurs entre les intérêts des groupes sociaux sont rompus et que les modalités de recherche de compromis équilibrés et compatibles avec les contraintes économiques sont de plus en plus complexes. Il en résulte des arbitrages de qualité très inégale aussi bien en termes d'efficacité économique que d'équité et de cohésion sociales.

Les études rassemblées dans ce volume en fournissent de multiples exemples. En matière d'emploi, la montée du chômage liée à la rationalisation croissante de la production a été davantage combattue par une logique de partage de travail et de traitement social que par des politiques d'incitation à l'emploi ou à la création d'activité. Les efforts dont ont su faire preuve les partenaires sociaux pour contenir les rémunérations directes ou promouvoir la flexibilité du travail ont été en partie neutralisés par la rigidité des normes conventionnelles en matière de salaires et de qualification ou par la dérive des coûts salariaux annexes liée aux déséquilibres structurels des régimes de protection. Plus globalement, il ressort de ce tableau que la défense des acquis sociaux hérités d'un

Etat-Providence mis en place au temps de la croissance et financés essentiellement par un prélèvement de plus en plus lourd sur l'activité productive a conduit à une impasse : elle l'a emporté sur le souci de préserver la création de richesse, puis a fini par inhiber celle-ci, installant ainsi durablement le pays dans une logique d'endettement et de croissance ralentie.

Mais au delà de la valeur documentaire et technique de ces bilans sectoriels circonstanciés, l'ouvrage décrit et fait vivre sous nos yeux le processus extraordinairement complexe et difficile de mutation interne qu'est en train de connaître l'Allemagne au cœur d'une Europe élargie et d'un monde transformés. Placée à l'épicentre d'un monde bipolaire qui s'écroule et devant assumer du même coup l'immense chantier de sa réunification, l'Allemagne a été par la suite confrontée de plein fouet aux turbulences conjoncturelles et à la transfiguration du système économique mondial, et ce en même temps qu'elle s'engageait résolument dans le processus d'unification économique et monétaire et d'élargissement de l'espace européen. Le modèle social n'a pu résister intact à ce triple choc.

Face à ces formidables et multiples contraintes, l'Allemagne s'est tout d'abord engagée dans un processus de conservation défensive de son système social en tentant d'adapter à la nouvelle donne les mécanismes de régulation qui avaient antérieurement fait leur preuves. Mais il apparaît au fil du temps qu'en dépit de ses succès relatifs, cette stratégie adaptative n'est pas à la hauteur des enjeux et que ces derniers exigent, dans les différents volets du champ social, de nouveaux principes d'organisation et de régulation qui, à leur tour impliquent de nouvelles règles du jeu et de nouveaux équilibres de pouvoirs. L'ouvrage relate ainsi comment, de proche en proche, et en quelque sorte par itérations successives, l'Allemagne s'engage progressivement dans la refondation de son système économique et social.

Il s'agit là, pour l'Allemagne, d'une expérience collective difficile, car cela ne signifie rien moins que d'entreprendre, soixante ans après s'être relevée de ses cendres, à peine quinze ans après avoir tant bien que mal reconstitué son unité nationale, de se reconstruire une seconde fois, et sur des bases entièrement nouvelles, pour sauvegarder son niveau de vie et tenir sa place dans l'Europe nouvelle et le monde global.

Cette aventure exige pour le moins de l'observateur français une « intelligence » particulière et lui offre un exemple à méditer. Dans le système polycentrique de la République fédérale, où l'autonomie de la société civile est largement reconnue, la prise de conscience des acteurs politiques et sociaux de la nécessité de réformes structurelles s'est heurtée à la pesanteur des corporatismes. Mais les responsables publics et le débat démocratique ont fini par éclairer les enjeux : la volonté de réforme est désormais effective et partagée, de sorte qu'elle devrait finir, à la faveur d'une nouvelle échéance politique importante, par se traduire progressivement dans la réalité. Plus important encore est le fait que dans cette démarche collective, nos partenaires allemands n'ont à aucun moment cessé de concevoir l'adaptation de leur modèle social en dehors du cadre européen. Et que, tout en étant soucieux d'y voir préserver leurs intérêts et leurs acquis, ils n'ont pas pour autant cédé à l'invocation lancinante d'une « exception allemande » et encore moins succombé à la tentation du repli identitaire national.

*René Lasserre*